

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 11/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING SUD FRANCE (SONECOVİ)

ZI portuaire de Ternay
69360 Ternay

Références : UDR-SSDAS-24-79-EM
Code AIOT : 0006104111

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement XPO TANK CLEANING SUD FRANCE (SONECOVİ) implanté Avenue du Rhône ZI portuaire 69360 Ternay . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 14/03/2024 est réalisée dans le cadre d'une opération coup de poing - action régionale concernant le contrôle des rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO TANK CLEANING SUD FRANCE (SONECOVİ)
- Avenue du Rhône ZI portuaire 69360 Ternay
- Code AIOT : 0006104111
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

XPO TANK CLEANING réalise une activité de lavage de citerne. Les conducteurs viennent sur site pour laver les citernes vides après déchargement. Les lavages se réalisent sans rendez-vous, l'activité est donc très fluctuante en fonction du contexte économique, des jours de la semaine ou des heures de la journée. Les procédures de lavage sont standardisées à l'échelle européenne et dépendent de chaque produit transporté. Les informations transmises par le conducteur génèrent automatiquement une procédure spécifique que l'opérateur réalise. L'exploitant réalise également une activité de lavage d'emballage (cuve plastique) selon le même mode opératoire.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Demande d'action corrective	2 mois
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
9	Déclaration des	Arrêté Ministériel du 20/06/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	résultats PFAS dans GIDAF	article 4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que les rejets aqueux réalisés par l'exploitant nécessitent d'être davantage suivis et contrôlés.

Concernant les rejets d'eaux industrielles, l'Inspection constate de nombreux et parfois importants dépassements des Valeurs Limites d'Emissions sur plusieurs paramètres.

L'exploitant a initié la mise en oeuvre d'actions correctives visant à résorber ces anomalies.

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous 2 mois, les éléments démontrant le déploiement puis leur efficacité par la réalisation d'une mesure des rejets aqueux sur l'ensemble des paramètres mesurables.

Concernant les rejets d'eaux pluviales, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'avait jamais réalisé de prélèvement ni d'analyses. La seule mesure réalisée date de novembre 2023 suite à la venue d'un prestataire dans le cadre d'un contrôle inopiné imposé par l'Inspection. L'exploitant n'a pas défini de point ni de méthode de prélèvement pour les analyses des eaux pluviales.

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de réaliser et transmettre ces éléments.

L'Inspection constate également que le paramètre température n'est pas suivi de manière continu et instantané. Il est suivi quotidiennement. Des actions correctives sont également demandées sur ce point.

Enfin, l'Inspection note les difficultés de l'exploitant à mesurer quotidiennement le paramètre DBO, comme demandé par son arrêté préfectoral. Ce paramètre est actuellement mesuré à fréquence hebdomadaire.

L'Inspection indique à l'exploitant qu'afin de solliciter un aménagement de son arrêté préfectoral, et plus précisément un allègement des prescriptions imposées, il devra transmettre un rapport à connaissance explicitant et motivant sa demande, et notamment présenter les impossibilités techniques empêchant la réalisation de cette mesure à la fréquence imposée initialement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des réseaux. Ce dernier représente les différents réseaux et

<p>identifient les ouvrages du site. Le plan des réseaux date de 2008 mais l'exploitant indique qu'aucune modification n'a été réalisée depuis.</p> <p>L'Inspection a pu constater que le plan des réseaux transmis est concordant avec les éléments visualisés sur le terrain.</p> <p>Le plan des réseaux présentés n'est disponible qu'en version papier et n'est pas numérisé.</p> <p>L'Inspection indique qu'un plan numérisé informatisé est recommandé. La numérisation de ce plan devra également permettre, si nécessaire, de l'actualiser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection enjoint à l'exploitant, de réaliser et lui transmettre, un plan numérisé de l'ensemble des réseaux .</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que les eaux usées industrielles sont recueillies et traitées par une station d'épuration interne avant rejet au réseau public d'assainissement.</p> <p>Elle constate que les eaux pluviales sont récoltées par le réseau interne du site, traitées par un séparateur d'hydrocarbure avant rejet au réseau d'eau public.</p> <p>L'Inspection constate que les points de rejet ne sont pas directement visibles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant montre à l'Inspection la localisation des points de prélèvement identifiés.

Concernant les eaux industrielles, les prélèvements sont réalisés à un emplacement spécifique facile d'accès.

Toutefois, l'Inspection constate que le point de prélèvement n'est pas identifié par un quelconque affichage.

Afin de faciliter les prélèvements réalisés, l'Inspection recommande à l'exploitant de mettre en place un affichage permettant de localiser le lieu de prélèvement des eaux industrielles.

Concernant les eaux pluviales, l'exploitant indique qu'il n'a jamais réalisé de prélèvement des eaux pluviales sur son site.

Il indique avoir récemment tenter de réaliser un prélèvement, avoir fait le tour de son site avec un kit de prélèvement mais n'a pas pu identifier de lieu facilement accessible pour le réaliser.

L'Inspection indique qu'un contrôle inopiné réalisé par un prestataire extérieur a été réalisé sur les eaux pluviales en 2023. Par conséquent, le prestataire a réussi à réaliser un prélèvement à un endroit spécifique mais l'exploitant ne sait pas où ce dernier a été effectué.

Lors de la visite, l'exploitant a ouvert le dernier regard présent sur site avant rejet au réseau et situé après le séparateur d'hydrocarbure. L'Inspection constate que cet emplacement n'est pas facilement accessible car situé plusieurs mètres sous terre, et ne permet pas la réalisation d'un prélèvement de manière optimale.

Elle recommande à l'exploitant de faire réaliser la prochaine mesure concernant les rejets des eaux pluviales par un prestataire extérieur et de prendre note de l'emplacement où ce dernier réalise le prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois :

- les éléments permettant d'identifier clairement et de rendre accessible un point de prélèvement concernant les rejets dans le réseau d'eau pluviale.

Concernant le point de prélèvement lié aux rejets d'eaux industrielles, afin de faciliter les prélèvements, l'Inspection recommande à l'exploitant, de mettre en place un affichage permettant de localiser le lieu de prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

[...]

Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.

[...]

Constats :

L'Inspection constate que les périodicités de mesures sont définies par les articles 9.2.3 (eaux pluviales) et 9.2.4 (eaux industrielles) de l'arrêté préfectoral du 26/05/2014.

Les mesures concernant les eaux pluviales doivent être réalisées annuellement.

La mesure a été réalisée dans le cadre du contrôle inopiné imposé par la DREAL en 2023. Cette mesure a été réalisée le 29/11/2023 sur l'ensemble des paramètres demandés. L'Inspection a réceptionné par mail du 04/01/2024 les résultats de ce contrôle.

Les mesures concernant la surveillance des eaux industrielles doivent être réalisées à des fréquences différentes selon les paramètres étudiés :

Mesure en continu : débit, température et pH

L'Inspection note que les paramètres débits et pH sont mesurés en continu. Le paramètre température n'est pas mesuré de manière continue mais est suivi quotidiennement.

Mesure journalière avec prélèvement 24 heures asservi au débit : DCO, DBO et MES

L'Inspection note que les paramètres DCO et MES sont mesurés quotidiennement. Le paramètre DBO est suivi à fréquence hebdomadaire. L'exploitant indique qu'il n'est pas en mesure techniquement de réaliser le suivi quotidien du paramètre DBO. Il souhaite alléger la fréquence de surveillance de ce paramètre de journalier à hebdomadaire.

L'Inspection indique à l'exploitant qu'afin de solliciter un aménagement de son arrêté préfectoral, et plus précisément un allègement des prescriptions imposées, il devra transmettre un rapport à connaissance explicitant et motivant sa demande, et notamment présenter les impossibilités techniques empêchant la réalisation de cette mesure à la fréquence imposée initialement.

De plus, l'étude d'un allègement des fréquences de surveillance de ce paramètre ne pourra être réalisée que si les VLE sur ce dernier sont respectées sur plusieurs mesures consécutives.

Mesure mensuel avec prélèvement 24 heures asservi au débit : Azote global, phosphore total, hydrocarbures totaux, indice phénol, AOX, BTEX, métaux totaux et test daphnie

L'Inspection a vérifié par sondage la réalisation des mesures mensuelles sur les paramètres précités. Pour les mois de janvier, mars, juillet, octobre, décembre (faite le 29/11 par le biais du contrôle inopiné) 2023 et janvier 2024, l'Inspection note que les mesures ont été réalisées sur l'ensemble des paramètres précités.

4 fois par an : ensemble des paramètres désignés au point 4.3.9 de l'arrêté du 26/05/2014

L'Inspection constate que l'ensemble des paramètres listés au point 4.3.9 de l'arrêté du 26/05/2014 ont été analysés et téléchargés sur la plate-forme GIDAF pour les mois de février, mai et décembre (faite le 29/11 par le biais du contrôle inopiné) 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'Inspection demande donc à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments permettant de s'assurer de la réalisation de la mesure en continu du paramètre température, <p>Pour le paramètre DBO, dans le cas où l'exploitant souhaite maintenir la fréquence de surveillance hebdomadaire actuellement réalisée au lieu de la fréquence journalière demandée par l'arrêté ministériel du 02/02/1998, l'Inspection demande également à l'exploitant de lui transmettre, sous 2 mois les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un porter à connaissance explicitant et motivant sa demande, et notamment présenter les impossibilités techniques empêchant la réalisation de cette mesure à la fréquence imposée initialement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2mois

N° 5 : Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 21-II</u> «Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.»</p> <p><u>Article 58-IV</u> «Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection relève que de nombreux dépassements des VLE sur différents paramètres sont présents sur les dernières mesures réalisées. Par sondage, l'Inspection constate notamment :</p> <p><u>Pour les rejets d'eaux industrielle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la déclaration de janvier 2024, des dépassements quasiment quotidien sur le paramètre DCO et mensuels sur les paramètres hydrocarbure (x3), phénols (x11) et fer. - Sur la déclaration de décembre 2023 (constaté par l'inspection par la transmission des résultats du contrôle inopiné), des dépassements sur les paramètres DBO5, DCO (x2), température (710 C° pour une limite à 30 C° ce qui semble être une erreur de mesure), hydrocarbures (x10), phénols (x100), métaux et détergents anioniques (x22). - Sur la déclaration de mai 2023, des dépassements sur les paramètres MES, éthylbenzene, DBO5, phénols (x5), fer (x2) et détergents anioniques (x3). <p><u>Pour les rejets d'eaux pluviales :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sur la déclaration de décembre 2023 (constaté par l'inspection par la transmission des résultats du contrôle inopiné), des dépassements sur le paramètre MES (x22).

De manière générale, l'Inspection constate de nombreux dépassements des VLE avec, pour les rejets d'eaux industrielles, une certaine occurrence sur les paramètres DCO, hydrocarbures, phénols et détergents anioniques. Pour les rejets d'eaux pluviales, les dépassements concernent les MES.

L'exploitant a indiqué des commentaires liés aux dépassements réalisés.

Pour le mois de janvier 2024, l'exploitant indique que les dépassements sont dus à l'arrêt de l'agitation du bassin d'homogénéisation pendant une semaine à cause d'un risque de rupture de la poutre de soutien. Ainsi des dépôts importants se sont formés au fond du bassin, remis en mélange lors de la remise en état de l'agitation.

L'Inspection constate les mesures correctives indiquées, à savoir, la soudure réalisée sur la poutre de soutien permettant de consolider cette dernière et la remise en service de l'agitation.

Pour le mois de décembre, 2023, l'exploitant indique que les dépassements sont liés à un mauvais entretien du séparateur d'hydrocarbure qui était trop chargé. Le prestataire n'a pas pu réaliser le nettoyage du séparateur à la période souhaitée.

En mesure corrective, l'exploitant indique que le pompage effectué début janvier 2024. Une plus, il a mis en place un nettoyage du séparateur à une fréquence trimestrielle.

Pour le mois de mai 2023, l'exploitant indique que les dépassements sont liés au lavage de plusieurs produits chimiques difficiles.

En mesure corrective, l'exploitant mentionne une "*surveillance renforcée des lavages*".

A la suite des résultats du contrôle inopiné de novembre 20223, l'Inspection avait demandé par courrier à l'exploitant de transmettre un plan d'actions permettant de se conformer aux VLE imposées.

Par courrier du 04/02/2024 , l'exploitant avait indiqué que des campagnes de pompage trimestrielles seront mises en place.

L'Inspection constate que les commentaires explicitant les dépassements de sVLE parfois importants réalisés sont insuffisants et ne peuvent expliquer ces derniers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois :

- de réaliser le nettoyage du séparateur d'hydrocarbure, comme indiqué à fréquence trimestrielle,
- de réaliser une campagne de mesure de l'ensemble des paramètres listés à l'article 4.3.9 de son arrêté préfectoral,
- de transmettre les éléments démontrant de la réalisation de ces actions

En cas de nouveau dépassement des VLE dans la campagne de mesure demandée, l'exploitant devra réaliser un plan d'action précis (ex : modification de son process de nettoyage, de son fonctionnement de sa station d'épuration, des produits mises en place, etc.) et un échéancier des actions mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'Inspection constate que l'auto-surveillance des rejets aqueux est défini par l'article 9.3.2 de son arrêté préfectoral du 26/05/2014. Les mesures concernant les eaux pluviales doivent être transmises annuellement via plate-forme GIDAF (1 mesure annuelle demandé). La mesure liée au contrôle inopinée imposée en 2023 a été réalisée le 29/11/2023 sur l'ensemble des paramètres demandés. L'Inspection a réceptionné par mail les résultats de ce contrôle. Toutefois, l'exploitant n'a pas téléchargé les résultats de cette mesure sur la plate-forme GIDAF. Les mesures concernant les eaux industrielles doivent être transmises mensuellement via plate-forme GIDAF. L'Inspection constate que l'exploitant a téléchargé les résultats concernant les mesures réalisées sur ses eaux industrielles à la périodicité demandée. Les déclarations mensuelles sont présentes sur l'ensemble de l'année 2023 et sur le mois de janvier 2024. L'exploitant indique être en attente des résultats des mesures réalisées pour février 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est autorisé par l'article 4.3.5 de son arrêté préfectoral du 26/05/2014 à un débit de rejet de 170 m3 par jour maximal et une moyenne mensuelle de 150 m3 / jour.</p> <p>L'Inspection constate que le débit est mesuré de manière continu et affiché instantanément sur un écran de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les prélèvements des paramètres devant être analysés quotidiennement sont réalisés par ces soins. Il dispose d'un moyen de stockage réfrigéré des échantillons.</p> <p>Les prélèvements des paramètres devant être mesurés à fréquence hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle sont réalisés par des organismes certifiés (Eurofins).</p> <p>Comme indiqué précédemment, l'Inspection constate que les paramètres pH et débit peuvent être mesurés et connus instantanément et sont suivis de manière continu.</p> <p>Le paramètre température est suivi de manière quotidienne mais ne peut être connu instantanément. Une action corrective est demandée par l'Inspection sur ce point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a réalisé et transmis des campagnes de mesure concernant les PFAS sur les mois de septembre, octobre et novembre 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite